Le Canada au Salvador: ambiguïté ou incohérence?

par André Pratte

Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada, M. Mark MacGuigan, affirmait le 29 mars dernier que la forte participation aux élections qui avaient lieu la veille au Salvador semblait confirmer la sagesse de la décision canadienne d'appuyer la tenue de ce scrutin. Il est vrai que le niveau de participation aux élections du 28 mars a surpris tous les observateurs.

A notre avis, toutefois, cette forte participation ne prouve pas que ces élections auraient dû avoir lieu. Nous ne croyons pas que le scrutin se soit tenu dans un climat propice à une élection démocratique. Le refus de la gauche de participer aux élections et l'atmosphère de violence qui régnait dans le pays doivent susciter, chez les observateurs, des interrogations quant aux véritables motifs qui ont poussé les Salvadoriens à voter, et à voter comme ils l'ont fait.

Nous devons nous demander si ces élections n'ont pas fait que donner une apparence de légitimité à un gouvernement qui ne satisfera en rien les besoins des habitants de ce petit pays. Il est loin d'être certain que la tenue de ce scrutin ait contribué à solutionner la crise salvadorienne et, par conséquent, le "succès" des élections ne prouve pas, selon nous, la justesse de la position canadienne.

L'appui qu'Ottawa a apporté à la tenue, en mars, d'élections au Salvador est un des principaux éléments de la "politique salvadorienne" du gouvernement du Canada. Cette prise de position, comme la politique canadienne dans son ensemble, a été très sévèrement critiquée. On a accusé le premier ministre Trudeau et son ministre des Affaires extérieures de cautionner la politique américaine d'envoi d'armes au gouvernement salvadorien; on a déploré la passivitié du gouvernement canadien; on a relevé des incohérences, des contradictions, des ambiguïtés dans la politique canadienne. Qu'en est-il au juste?

La politique canadienne

La politique canadienne vis-à-vis de la crise salvadorienne peut se résumer ainsi:

• Traditionnellement, ce pays n'a pas de liens forts avec le Canada: nous n'y avons pas beaucoup d'intérêts et, par conséquent, nous sommes mal placés pour juger de ce qui s'y passe et pour prendre des initiatives;

• Le Canada déplore les violations des droits de l'homme et la violence qui déchirent le pays, violations et violence qui sont, selon le gouvernement canadien, le fait des rebelles comme des forces gouvernementales, de la gauche comme de la droite;

• Le Canada déplore l'envoi d'armes dans ce pays par quelque pays que ce soit. Il n'est pas d'accord avec la politique américaine sur ce point, mais aime mieux ne pas faire état de ses critiques publiquement. Il